



Communauté d'agglomération Chauny-Tergnier-La Fère

## **NOTE DE PRÉSENTATION BRÈVE ET SYNTHÉTIQUE DU COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025**

Dans toutes les communes, les EPCI comportant une commune de 3 500 habitants et plus, une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles devra être annexée au budget de l'année N et au compte financier unique N-1 et pourra comporter les éléments suivants :

- éléments de contexte : économique, social, budgétaire, évolution de la population, etc...,
- priorités du budget,
- ressources et charges des sections de fonctionnement et d'investissement : évolution, structure,
- montant du budget principal et des budgets annexes consolidés,
- crédits d'investissements,
- niveau de l'épargne brute (ou CAF) et niveau de l'épargne nette,
- niveau d'endettement de la collectivité,
- capacité de désendettement,
- niveau des taux d'imposition,
- principaux ratios,
- effectifs de la collectivité et charges de personnel.

## A. Éléments de contexte :

# Contexte International et national

### France entre rigueur et signal politique

L'année 2025 s'est inscrite dans un contexte de forte contrainte budgétaire et de pressions politiques multiples. Le gouvernement a choisi une approche équilibrée : maintien de la discipline fiscale sans mesures perçues comme punitives pour les ménages.

L'hypothèse de croissance modeste est restée faible autour de 2,1% en 2025. L'objectif 2026 sera de ramener le déficit public à 5,1% du PIB, contre 5,5% en 2025, avec une stabilisation progressive de la dette autour de 116% du PIB.

La dette de Maastricht des APU en fin de trimestre et sa répartition par sous-secteur (en Mds€)						
	2024 T2	2024 T3	2024 T4	2025 T1	2025 T2	Variation entre T2 2024 et T2 2025
<b>Ensemble des adms. Publiques</b>	3229,7	3301,4	3305,3	3345,4	3416,3	<b>+ 187</b>
<b>En point de PIB (*)</b>	112,1%	113,6%	113,2%	113,9%	115,6%	<b>+ 3,5%</b>
<b>Dont :</b>						
- Etat	2630,9	2690,7	2687,0	2723,4	2787,7	<b>+ 157</b>
- Organismes divers d'adm centrales	68,5	68,7	69,8	69,7	68,7	<b>0</b>
- Administration publiques locales	248,6	250,0	261,9	262,5	262,4	<b>+ 14</b>
- Administration sécurité sociale	281,7	292,1	286,5	289,8	297,6	<b>+ 16</b>

Pour y parvenir, le gouvernement devra miser en 2026 sur trois leviers principaux : une hausse des recettes ciblée sur les patrimoines inactifs, un gel partiel des dépenses de fonctionnement, et la rationalisation des niches fiscales. La version "allégée" de la taxe Zucman, renommée taxe sur les holdings patrimoniales non productives, en constitue l'élément le plus symbolique. Elle vise les structures concentrant des capitaux financiers sans activité économique réelle, avec un rendement attendu de 3 à 4 milliards d'euros par an. Parallèlement, la contribution exceptionnelle sur les hauts revenus sera reconduite jusqu'en 2027, et un ajustement des taux sur les plus-values mobilières de court terme devrait rapporter environ 1,5 milliard supplémentaire.

Du côté des dépenses, le gouvernement devra prévoir un gel en volume sur la masse salariale de la fonction publique, à l'exception des ministères régaliens, et une réévaluation plus sélective des prestations sociales. Les crédits du ministère de la Transition énergétique seront légèrement augmentés (+4,2%) pour accompagner la mise en œuvre du plan de décarbonation industrielle, tandis que les budgets de l'Éducation nationale et de la Santé progresseront sous le rythme de l'inflation. Ces arbitrages traduisent une volonté de préserver les investissements d'avenir tout en contenant les dépenses courantes.

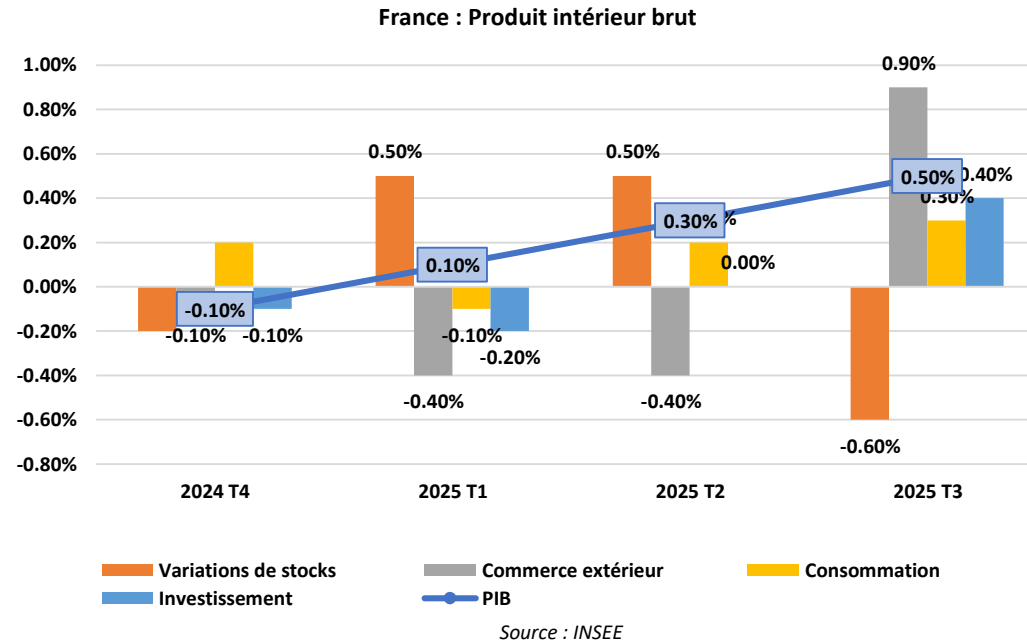
Pour financer le déficit résiduel, l'État français recourra massivement à l'émission de dette à moyen et long terme, estimée à près de 285 milliards d'euros en 2026, selon l'Agence France Trésor. La charge d'intérêts, déjà supérieure à 72 milliards d'euros en 2025, pourrait approcher les 80 milliards si les taux d'emprunt demeurent autour de 3% sur le 10 ans. Cette progression représente le poste budgétaire à la croissance la plus rapide, soulignant la vulnérabilité de la trajectoire française à tout choc de taux.

Le gouvernement espère néanmoins compenser une partie de cette tension par une amélioration du rendement fiscal liée à la reprise progressive de l'activité et à la lutte renforcée contre la fraude, notamment sur la TVA et les revenus de capitaux. La stratégie repose sur un équilibre fragile : contenir la dette sans freiner la croissance, préserver la crédibilité européenne tout en évitant un choc social.

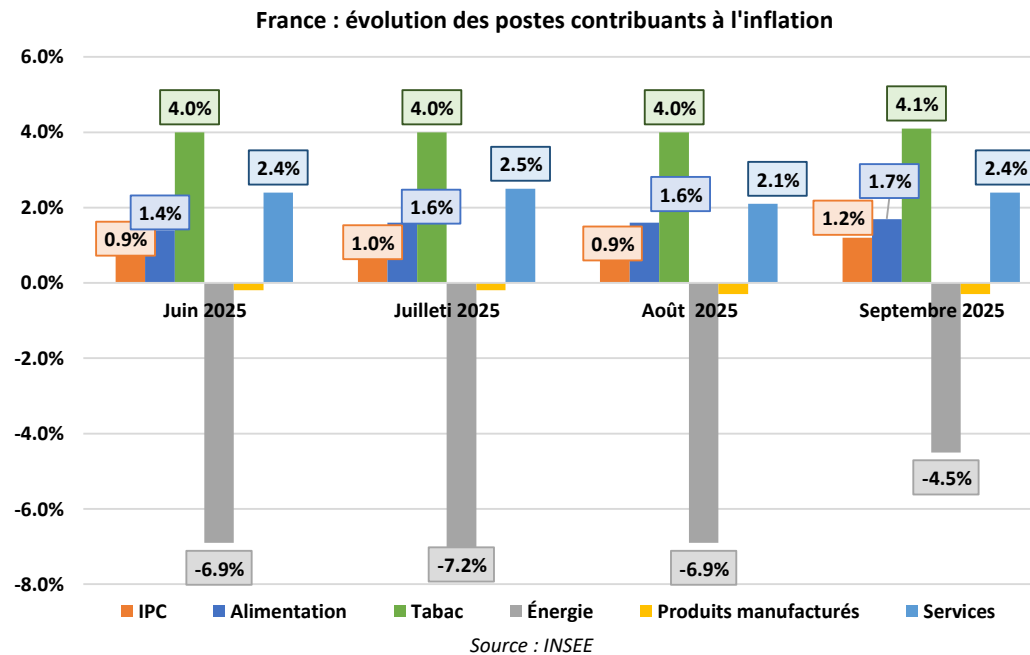
Dans sa présentation devant l'Assemblée nationale, au titre de 2026, le ministre de l'Économie a insisté sur un objectif de "désendettement intelligent", fondé sur la croissance et la sélectivité de la dépense. En pratique, cela suppose que la trajectoire de déficit soit tenue malgré des marges budgétaires extrêmement réduites. Si cette cible de 5,1 % est atteinte, la France pourrait échapper à une nouvelle dégradation de sa note souveraine en 2026. Mais tout écart de croissance, ou toute hausse durable des taux, pourrait repousser à 2028 le retour du déficit sous les 3%, initialement promis dans la précédente programmation budgétaire.

### France : croissance et inflation

Au troisième trimestre 2025, la croissance du PIB français s'est accélérée à +0,5 % par rapport au trimestre précédent, après +0,3 % au deuxième trimestre. Cette performance, supérieure aux attentes, marque une légère reprise de l'activité économique, portée essentiellement par les exportations et par un regain d'investissement des entreprises. Les exportations ont en effet fortement progressé, compensant en partie l'effet négatif du déstockage des entreprises. En revanche, la demande intérieure demeure fragile : la consommation des ménages reste atone, pénalisée par la perte de pouvoir d'achat cumulée depuis 2022 et un marché de l'emploi moins dynamique. L'investissement des ménages reste lui aussi modéré, limitant la vigueur de la reprise domestique. En rythme annuel, la croissance devrait s'établir autour de +0,6 % en 2025 selon les projections de l'INSEE, confirmant le scénario d'une activité économique molle, encore loin des niveaux pré-pandémiques.



Ce léger rebond au troisième trimestre traduit néanmoins une certaine résilience de l'économie française dans un contexte international incertain et de resserrement monétaire prolongé. Pour l'analyse macroéconomique, il convient de noter que la contribution extérieure à la croissance demeure le principal moteur de l'expansion actuelle, alors que la demande interne n'a pas retrouvé son rôle de soutien principal. Cela a des implications directes pour les anticipations de marge et d'investissement : les entreprises tournées vers les marchés étrangers profitent davantage du cycle actuel que celles dépendantes du marché intérieur.



Sur le front des prix, l'inflation poursuit sa décélération. En septembre 2025, l'indice des prix à la consommation a progressé de +1,2 % sur un an, selon l'INSEE. L'indice harmonisé européen (IPCH) s'élève à +1,1%. La hausse des prix est désormais concentrée dans les services (+2,4 %), tandis que les prix de l'énergie reculent fortement (-4,5 % sur un an) et que l'alimentation se stabilise. Cette inflation modérée marque la fin du cycle inflationniste post-pandémie et permet un certain apaisement sur le plan monétaire. Elle contribue également à une stabilisation du pouvoir d'achat, bien que la croissance des salaires réels reste contenue.

## Décisions de politique monétaire

### Un début d'assouplissement monétaire aux États-Unis

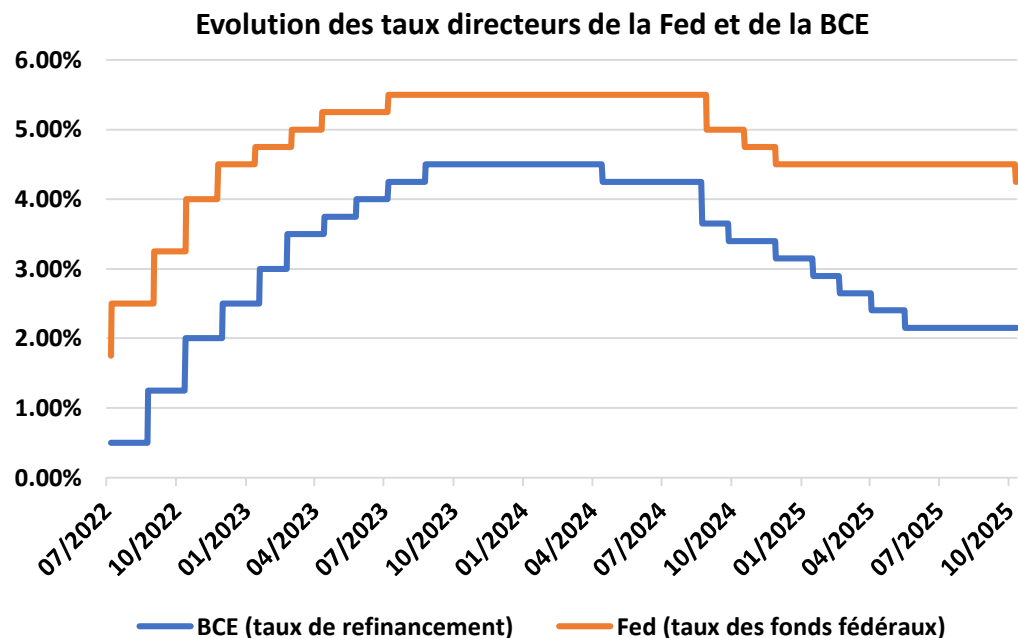
La Réserve fédérale américaine (Fed) a décidé, lors de sa réunion des 28 et 29 octobre 2025, d'abaisser son principal taux directeur de 25 points de base, le faisant passer dans une fourchette comprise entre 3,75% et 4,00%. Cette décision marque la deuxième baisse consécutive depuis septembre, confirmant un virage vers une politique monétaire plus accommodante après plus d'un an de maintien à

des niveaux restrictifs. Parallèlement, la Fed a annoncé la fin du resserrement de son bilan à compter du 1er décembre, ce qui met un terme à la phase de « quantitative tightening » engagée en 2022.

Cette orientation s'explique par un ralentissement de la dynamique économique et par un environnement d'inflation plus stable. L'inflation, bien qu'encore légèrement supérieure à la cible de 2%, montre des signes de décélération, tandis que les indicateurs du marché du travail traduisent un léger affaiblissement de la demande d'emploi. Le Comité de politique monétaire (FOMC) estime que les risques pesant sur l'emploi se sont accrus, justifiant une détente progressive des conditions financières afin de soutenir la croissance.

Jerome Powell a toutefois insisté sur le caractère « prudent et dépendant des données » de cette décision. La Fed ne s'engage pas sur une trajectoire de baisses successives et souhaite conserver la flexibilité nécessaire pour ajuster sa politique selon l'évolution de la conjoncture. Le contexte économique reste marqué par une forte incertitude, notamment en raison de la volatilité des données et de la fragilité de certains secteurs liés au crédit.

Sur les marchés, cette décision a été bien accueillie : les rendements obligataires américains ont légèrement reculé, tandis que les marchés d'actions ont progressé, interprétant la décision comme le signal d'une normalisation monétaire maîtrisée. Le dollar, de son côté, s'est affaibli face à l'euro, traduisant l'anticipation d'un différentiel de taux d'intérêt moins favorable aux actifs américains. Pour les économies émergentes et la zone euro, cette inflexion de la politique monétaire américaine pourrait faciliter un assouplissement des conditions de financement globales, tout en ravivant l'appétit pour le risque à court terme.

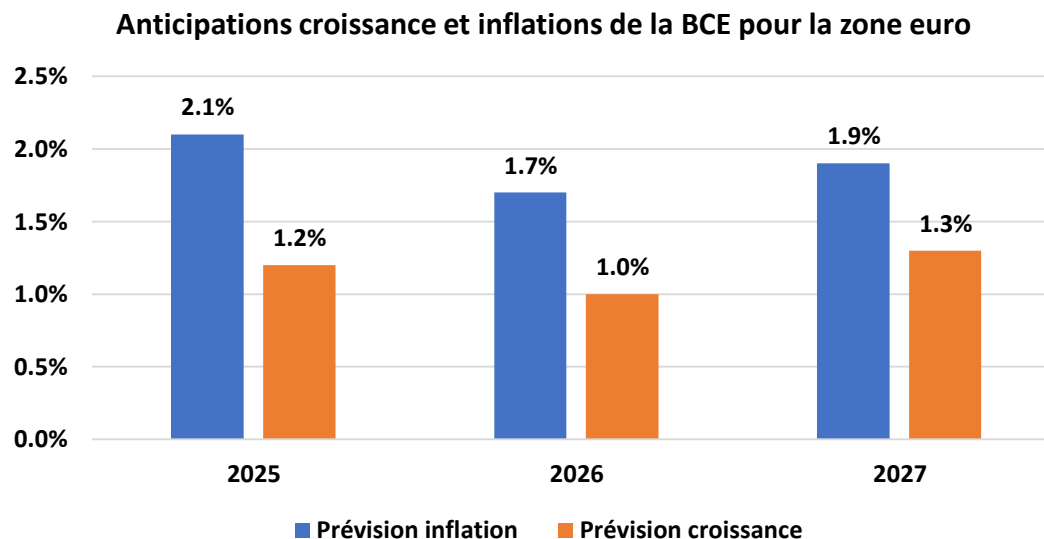


*Source: Fed & BCE*

### La BCE maintient ses taux

Lors de sa réunion du 30 octobre 2025, la Banque centrale européenne a décidé de maintenir inchangés ses taux directeurs. Le taux de la facilité de dépôt reste fixé à 2,00%, celui des opérations principales de refinancement à 2,15% et le taux de prêt marginal à 2,40%. Christine Lagarde a estimé que la politique monétaire actuelle se trouvait « dans une bonne position » pour atteindre les objectifs de stabilité des prix, confirmant une volonté de temporiser après une série de baisses graduelles opérées plus tôt dans l'année.

L'inflation dans la zone euro s'est établie à 2,2% en septembre, soit un niveau légèrement supérieur à la cible de la BCE mais nettement inférieur aux niveaux observés en 2023 et 2024. Cette stabilisation est principalement due à la modération des prix de l'énergie et à un ralentissement des hausses salariales dans certains secteurs. En parallèle, la croissance du PIB au troisième trimestre a atteint 0,2%, un chiffre modeste mais légèrement supérieur aux attentes, traduisant une économie encore résiliente malgré un contexte de demande faible et de crédit plus restreint.



*Source: BCE*

La BCE a réaffirmé son approche prudente et dépendante des données économiques. Aucune trajectoire de taux prédéfinie n'est envisagée, et les décisions à venir dépendront des prochaines publications d'inflation et d'activité. Si la tendance actuelle se poursuit, la banque centrale pourrait envisager un nouvel assouplissement début 2026, mais sans urgence immédiate.

Sur les marchés, cette posture de stabilité a été bien accueillie. Les rendements obligataires de la zone euro ont peu évolué, tandis que l'euro est resté stable face au dollar. Les investisseurs interprètent cette décision comme le signe d'une BCE confiante dans la trajectoire désinflationniste, mais prudente face à un environnement économique encore fragile. Cette attitude reflète un équilibre recherché entre soutien à la croissance et vigilance quant à la réapparition de tensions inflationnistes.

Le ralentissement de la masse monétaire et la fin progressive des programmes d'achat d'actifs (APP et PEPP) ont contribué à la stabilisation des prix. Christine Lagarde a confirmé que la BCE n'envisageait pas de baisse de taux avant le printemps 2026, préférant observer la consolidation de la désinflation avant tout assouplissement. Les marchés monétaires anticipent désormais une première réduction graduelle des taux à partir du deuxième trimestre 2026, sous réserve que l'inflation sous-jacente retombe durablement sous les 2%.

## B. Priorités du budget,

L'année 2025, année préélectorale, a été consacrée à la finalisation du programme d'investissement du mandat :

	Dépenses 2025	Coût total de l'opération
Fin de l'extension de la maison de santé Pluriprofessionnelle à SINCENY :	1 513 289,63 €	1 985 340,40 €
Solde des travaux de rénovation de la MEF	248 591,61 €	378 110,77 €
Solde des travaux de rénovation du multi accueil	132 501,13 €	242 854,56 €
Fin de l'étude de faisabilité concernant la rénovation de la friche NEXANS à Chauny :	10 740,00 €	231 383,39 €
Les travaux sur le réseau pluvial :	828 664,80 €	
Les travaux scolaires	450 133,25 €	
Les aides aux communes	1 495 159,06 €	
Les aides économiques :	852 298,43 €	

## C. Ressources et charges des sections de fonctionnement et d'investissement : évolution, structure,

Charges de fonctionnement du budget principal :

<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>BP 2025</b>	<b>CA 2025</b>
<b>011 - Charges à caractère général</b>	<b>2 818 000.00 €</b>	<b>2 816 518.72 €</b>
60611 - Eau et assainissement	21 228.00 €	26 376.13 €
60612 - Electricité	223 609.00 €	275 526.30 €
60618 - Fournitures non stockables	15.00 €	
60621 - Achats non stockés de combustible	39 318.00 €	25 743.83 €
60622 - Carburant	13 023.00 €	16 093.34 €
60623 - Alimentation	10 802.00 €	11 455.02 €
60624 - Produits de traitement		85.15 €
60628 - Autres fournitures non stockées	2 883.00 €	1 901.58 €
60631 - fournitures d'entretien	30 521.00 €	26 786.07 €
60632 - Fournitures de petit équipement	15 621.00 €	18 725.51 €
60636 - Vêtements de travail	3 001.00 €	5 504.02 €

6064 - Fournitures administratives	16 532.00 €	13 987.25 €
6065 - Fournitures non stockées livres		137.74 €
60668 - autres produits pharmaceutiques		56.91 €
6067 - Fournitures scolaires	55 288.00 €	43 796.46 €
6068 - Autres matières et fournitures	57 603.00 €	57 764.84 €
611 - contrat de prestations de services	1 640 972.00 €	1 533 068.57 €
61351 - location matériel roulant	23.00 €	- €
61358 - locations mobilières	71 006.00 €	19 909.88 €
61521 - Entretien de terrains	37 841.00 €	1 044.00 €
615221 - Entretien de bâtiments publics	30 848.00 €	38 483.22 €
615232 - Entretien réseaux	5 224.00 €	5 667.00 €
61551 - entretien matériel roulant	15 013.00 €	21 360.81 €
61558 entretien autres biens mobiliers	13 405.00 €	1 580.73 €
6156 - maintenance	93 309.00 €	109 231.10 €
6161 - primes d'assurance	36 165.00 €	31 974.08 €
617 - études et recherches	38 505.00 €	204 604.76 €
6182 - documentation	2 135.00 €	3 067.52 €
6184 - vers à des organismes de formation	47 584.00 €	24 887.56 €
6188 - autres frais divers	480.00 €	780.90 €
6226 - Honoraires	14 634.00 €	
6231 - annonces et insertion	5 736.00 €	6 251.66 €
6232 - fêtes et cérémonies	23 167.00 €	19 925.39 €
6234 - réceptions	4 737.00 €	4 810.00 €
6236 - catalogues et imprimés	478.00 €	2 218.00 €
6238 - Publications	3 423.00 €	7 463.60 €
6241 - transports de biens		1 116.00 €
6248 - transports collectifs	11 191.00 €	7 452.68 €
6251 - Voyages et déplacements	7 056.00 €	4 446.66 €
6261 - affranchissement	17 594.00 €	7 759.04 €
6262 - télécoms	64 082.00 €	54 190.02 €
627 - frais bancaires	182.00 €	237.36 €
6281 - Concours divers	160.00 €	900.00 €
6283 - services extérieurs - frais nettoyage locaux	25 689.00 €	35 282.81 €
62878 - concours autres organismes	7 504.00 €	21 390.26 €

6288 - autres services	83 805.00 €	90 915.20 €
63512 - taxes foncières	26 447.00 €	32 130.00 €
6355 - Taxes et impôts sur les véhicules	13.00 €	307.76 €
6358 - Autres droits	37.00 €	- €
6354 - Droits d'enregistrement	111.00 €	- €
6378 - Autres impôts et taxes		122.00 €

<b>012 - Charges de personnel et frais assimilés</b>	<b>4 920 000.00 €</b>	<b>4 811 127.89 €</b>
6215 - Personnel affecté par la collectivité	156 319.00 €	156 319.00 €
6218 - Autre personnel extérieur		25 000.00 €
6331 - Versement transport	15 662.00 €	15 581.49 €
6332 - cotisations au FNAL	14 631.00 €	14 608.57 €
6336 - cotisation CNG, CG de la FPT	41 471.00 €	38 850.21 €
6338 - Autres impôts et taxes	57 119.00 €	7 874.36 €
64111 - rémunération principale	1 947 485.00 €	1 996 735.81 €
64112 - Supplément familial	20 995.00 €	20 529.77 €
64113 - NBI	30 985.00 €	25 681.20 €
64118 - Autres indemnités	504 968.00 €	475 883.03 €
64131 - rémunérations non titulaires	720 329.00 €	700 515.26 €
64132 - SFT indemnité de résidence	8 024.00 €	8 021.42 €
64138 - Primes et indemnités	61 381.00 €	62 234.53 €
64168 - Autres emplois d'insertion	0.00 €	0.00 €
6417 - rémunération des apprentis	12 686.00 €	9 495.46 €
6451 - cotisations Urssaf	378 677.00 €	403 658.17 €
6453 - cotisations retraite	635 993.00 €	674 754.23 €
6454 - Assedic	48 697.00 €	30 505.43 €
6455 - cotisation assurance du personnel	133 299.00 €	85 098.37 €
6475 - médecine du travail	99 433.00 €	8 170.00 €
6478 - Autres charges sociales diverses		3 954.58 €
6488 - Autres charges	31 846.00 €	47 657.00 €

<b>014 - Atténuation des produits</b>	<b>7 190 371.50 €</b>	<b>7 182 504.50 €</b>
7391112 dégrèvements TH	3 000.00 €	5 011.00 €
739211 - attribution de compensations	7 177 371.50 €	7 177 371.50 €

7398 - autres reversements	10 000.00 €	122,00 €
<b>023 - Virement à la section d'investissement :</b>	<b>4 922 105.38 €</b>	
<b>042 - Opérations d'ordre entre sections</b>	<b>2 794 820.81 €</b>	<b>2 741 196.24 €</b>
675 - valeur comptable immob cédées		
6761 - Différences sur réal de cessions - (plus-value)	26 680.00 €	26 680.00 €
6811 - Amortissement année N	105 000.00 €	51 375.43 €
6811- Amortissements	2 663 140.81 €	2 663 140.81 €
<b>65 - Autres charges de gestion courante</b>	<b>10 006 055.11 €</b>	<b>7 189 505.32 €</b>
65311 - indemnités d'élus	398 133.00 €	390 324.34 €
65312 - Frais de mission Elus	567.00 €	294.56 €
65313 - cotisations de retraite	30 877.00 €	30 175.44 €
65314 - charges sociales indemnités d'élus	77 469.00 €	75 902.91 €
653172 - Cotisation alloc fin mandat	1 600.00 €	759.62 €
6553 - Service d'incendie	2 271 910.83 €	2 271 910.83 €
65568 - Autres contributions	577 700.00 €	534 734.38 €
6558 - Autres contributions obligatoires (frais scolarité)	85 000.00 €	64 812.98 €
657361 - Caisse des écoles	5 000.00 €	
65736211 - virement au budget SPANC		11 834.08 €
657364 - Subvention caisses des écoles		27 825.12 €
65748 - Subventions fonctionnement pers droit privé	644 290.00 €	418 690.71 €
65822 - virement aux budgets annexes : Terrages	235 676.00 €	214 358.90 €
65822 - Virement aux budgets annexes : transports	80 000.00 €	
65822 - virement aux budgets annexes : Déchets	2 713 633.55 €	2 157 250.19 €
65822 - virement aux budgets annexes : SAM	194 614.00 €	89 174.25 €
65822 - virement aux budgets annexes : ZES	1 119 754.08 €	871 359.15 €
65823 - virement assainissement	1 564 280.65 €	
65823 - virement SPANC	3 550.00 €	
65888 - Charges diverses de gestion courante	2 000.00 €	30 097.86 €
<b>66 - Charges financières</b>	<b>502 522.84 €</b>	<b>392 494.34 €</b>
66111 - intérêts d'emprunts	452 642.36 €	434 428.92 €

661121 - ICNE N	253 140.62 €	162 325.56 €
661122 - ICNE N-1 contrepassés	-204 260.14 €	-204 260.14 €
6688 - Autres	1 000.00 €	
<b>67 - charges exceptionnelles</b>	<b>20 000.00 €</b>	<b>0.00 €</b>
673 - titres annulés (exercice antérieur)	20 000.00 €	0.00 €
<b>68 - Dotations aux provisions</b>	<b>50 000.00 €</b>	<b>32 468.75 €</b>
6815 - Provisions pour risques et charges	50 000.00 €	32 468.75 €
<b>Total des dépenses de fonctionnement :</b>	<b>33 223 875.64 €</b>	<b>25 165 815.76 €</b>

### A noter pour 2025 :

Un taux de réalisation global des dépenses de fonctionnement de 75,7 %.

Les deux plus gros écarts en % et en masse entre les prévisions et les réalisations concernent :

Le chapitre 65 : taux de réalisation de 71,2 % soit un écart de 2 816 549,79 € dû à un recours plus faible que prévu aux virements d'équilibre notamment vers le budget annexe « Assainissement collectif » du fait du report d'une opération d'investissement.

Le chapitre 66 : 78,1 % écart de 110 028,50 € dû à une surestimation des intérêts courus non échus 2025.

### **Les ressources de fonctionnement du budget principal :**

<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>BP 2025</b>	<b>CA 2025</b>
<b>002 - EXCEDENT ANTERIEUR REPORTE CACTLF</b>	<b>4 618 754.36 €</b>	<b>4 618 754.36 €</b>
002 - Excédent 2024	4 618 754.36 €	4 618 754.36 €
<b>013 - atténuation des charges</b>	<b>420 098.00 €</b>	<b>392 217.69 €</b>
6419 - Remboursement rémunération personnel (Eau potable)	85 000.00 €	34 078.72 €
6419 - Remboursement rémunération personnel (Assainissement)	105 000.00 €	52 318.93 €
6419 - Remboursement rémunération personnel (SPANC)	19 000.00 €	12 000.00 €
6419 - Remboursement rémunération personnel (Déchets)	84 098.00 €	79 723.06 €
6419 - Remboursement rémunération personnel	127 000.00 €	189 910.96 €
6459 - Remboursement charges de sécurité sociale		2 374.00 €

6479 - Remboursement de charges (CNRACL eau )		21 812.02 €
---	--	-------------

<b>042 - Opérations d'ordre de section à section</b>	<b>768 598.52 €</b>	<b>648 592.37 €</b>
777 - Quotepart subvention d'investissement transférables	103 598.52 €	143 810.52 €
7768 - Neutralisation amortissements	565 000.00 €	474 414.72 €
722 - travaux en régie	100 000.00 €	30 367.13 €

<b>70 - Produits des services et du domaine</b>	<b>115 900.00 €</b>	<b>125 833.13 €</b>
70388 - Autres redevances et recettes diverses AAGV	14 000.00 €	25 191.74 €
70632 - Redevance droits ALSH	47 000.00 €	50 744.60 €
7066 - Prest service redevance droit social	37 000.00 €	34 167.12 €
70688 Autres prestations de services	3 900.00 €	8 280.00 €
70875 - Produits autres membres du GFP (chauf scolaire)	10 000.00 €	822.92 €
70875 -Remboursement frais chauffage écoles		2 626.75 €
70878 - Part communes extérieures : frais scolarité	4 000.00 €	4 000.00 €

<b>73 Impôts et taxes</b>	<b>12 231 118.00 €</b>	<b>12 314 335.00 €</b>
73211 - Attributions de compensation négatives	900 013.00 €	900 013.00 €
73221 - FNGIR	2 640 390.00 €	2 640 390.00 €
732221 - FPIC	731 247.00 €	690 190.00 €
7351 - fraction de TVA	6 072 692.00 €	6 088 999.00 €
7352 - fraction tva CVAE	1 886 776.00 €	1 947 135.00 €
7358 - autres fractions de TVA		47 608.00 €

<b>731 - Fiscalité locale</b>	<b>6 587 407.00 €</b>	<b>6 626 797.00 €</b>
73111 - Impôts directs locaux	4 804 443.00 €	4 820 223.00 €
73113 - Taxe sur les surfaces commerciales	809 368.00 €	720 947.00 €
73114 - Imposition Forfaitaire sur les entreprises de réseau	659 173.00 €	683 192.00 €
73118 - Autres contributions (RS)		99 316.00 €
73136 - Taxe GEMAPI	314 423.00 €	303 119.00 €

<b>74 - Dotations et participations</b>	<b>8 170 804.00 €</b>	<b>7 518 145.58 €</b>
741124 - dotation d'intercommunalité (ex DGF)	1 675 413.00 €	1 671 029.00 €
741126 - Dotation de compensation	2 209 018.00 €	2 172 235.00 €

744 - FCTVA	10 000.00 €	9 314.56 €
74718 - Sub autres organismes d'Etat		
Maison France service	90 000.00 €	90 000.00 €
PEJ	8 000.00 €	
Chantiers d'insertion	202 654.00 €	171 416.70 €
Gens du voyage	28 000.00 €	28 303.55 €
PPRE	91 200.00 €	40 894.00 €
Audit énergétique	0.00 €	
Journée nationale de la résilience		
Gema : poste animation	16 000.00 €	32 000.00 €
7472 - Sub région		
Proch emploi	100 000.00 €	0.00 €
7473 - Sub département		
Halte-garderie	5 000.00 €	
Chantiers d'insertion	38 240.00 €	26 039.00 €
74748 - Sub autres communes (frais scolarité)	21 000.00 €	9 513.78 €
747888 - Sub autres organismes		
ALSH	75 000.00 €	95 701.23 €
Halte-garderie	150 000.00 €	78 595.83 €
LAEP	14 000.00 €	27 110.57 €
RAM	69 000.00 €	79 702.89 €
PEJ	5 600.00 €	9 133.54 €
OPAH RU	225 599.00 €	93 580.00 €
Animation Espace conseil France rénove	18 580.00 €	-19 800.00 €
PLH		-61 920.00 €
PCAET	1 000.00 €	
AAGV		2 468.93 €
748312 - Alloc compensatrices perte spécifique de TP (DCRTP)	1 590 000.00 €	1 476 863.00 €
74832 - Etat compensation de CFE	1 527 500.00 €	1 348 086.00 €

74832 - Etat compensation de CVAE		
74833 - Etat compensation de Taxe foncière		111 777.00 €
74834 - Etat compensation de TH		13 005.00 €
7488 - Autres attributions et participations		13 096.00 €
<b>75 - Autres produits de gestion courante</b>	<b>202 315.76 €</b>	<b>363 179.42 €</b>
752 - Revenus des immeubles -MEF	45 751.00 €	45 751.08 €
752 - Revenus des immeubles - MSP SINCENY	79 000.00 €	71 995.74 €
752 - Revenus des immeubles - MSP SAINT GOBAIN	62 264.76 €	62 264.76 €
752 - refuge pour animaux	2 400.00 €	2 400.00 €
752 - Serv eaux	900.00 €	1 680.00 €
75888 - Produits divers de gestion courante	12 000.00 €	179 087.84 €
<b>76 - Produits financiers</b>	<b>17 000.00 €</b>	<b>4 740.75 €</b>
764 - Revenus de valeurs mobilières de placement	17 000.00 €	
7688 - autres produits financiers		4 740.75 €
<b>77 - Produits exceptionnels</b>	<b>91 880.00 €</b>	<b>54 847.02 €</b>
773 - Mandats annulés (exercice antérieur)	65 200.00 €	28 167.02 €
775 - produit des cessions	26 680.00 €	26 680.00 €
<b>Recettes de fonctionnement</b>	<b>33 223 875,64 €</b>	<b>32 667 442.32 €</b>

### **A noter pour 2025 :**

Un taux de réalisation global des recettes de fonctionnement de 98,33 %.

Les deux plus gros écarts en % et en masse entre les prévisions et les réalisations concernent :

Le chapitre 76 : produits financiers : taux de réalisation de 27,89 % soit un écart de 12 259,25 € dû à un transfert de la recette sur le budget annexe « Parc d'activité Chauny-Tergnier-La Fère »

Le chapitre 77 : produits exceptionnels : 59,69 % écart de 37 032,98 € dû à une mauvaise estimation des annulations de mandats de l'exercice 2024.

Le résultat de fonctionnement 2025 s'établit comme suit :

Dépenses de fonctionnement	- 25 165 815.76 €
Recettes de fonctionnement	+ 32 667 442,32 €
Résultat 2025 avant affectation	+ 7 501 626,56 €

Ce résultat est conforme l'objectif fixé dans le pacte financier et fiscal adopté le 12 juin 2026 qui préconisait une trésorerie proche des 5 Millions d'euros.

**Investissement :**

RECETTES D'INVESTISSEMENT	BP 2025	RAR 2025	Au 31/12/2025
<b>001 - Excédent reporté</b>	893 810.83 €		893 810.83 €
<b>021 - Virement de la section de fonctionnement</b>	4 922 105.38 €		
<b>Chapitre 024 - Produits de cession des immobilisations</b>	<b>-26 680.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>
024 - Produit de cession des immobilisations	-26 680.00 €		
<b>Chapitre 040 - Opérations d'ordre de section à section</b>	<b>2 794 820.81 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>2 741 196.24 €</b>
192 - Plus ou moins-value de cession d'immobilisation	26 680.00 €		26 680.00 €
28... Amortissements	2 768 140.81 €		2 714 516.24 €
<b>Chapitre 041 - opérations patrimoniales</b>	<b>2 300 167.20 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>2 198 289.58 €</b>
1316 Sub transférable autres établissements publics			50 000.00 €
2031 - frais d'études	0.00 €		153 578.99 €
238 - Avances sur commande d'immobilisations	2 300 167.20 €		1 994 710.59 €
<b>Chapitre 10 Reversement de dotation</b>	<b>3 455 849.99 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>3 495 930.74 €</b>
10222 - FCTVA	574 000.00 €		614 080.75 €
1068 - Affectation du résultat CACTLF	2 881 849.99 €		2 881 849.99 €

<b>Chapitre 13 - subventions d'équipement</b>	<b>251 646.06 €</b>	<b>233 963.96 €</b>	<b>165 410.72 €</b>
1316 - Autre sub transférables établissements publics locaux : Espace SNOEZELEN			3 670.69 €
1318 - Sub inv transférable Schéma directeur eau pluviale	- € 178 145.06 €		62 923.56 €
Espace SNOEZELEN	- €		15 123.16 €
1321 - Sub FNADT - Etude GS scolaire LA FERRE	- €	33 600.00 €	
1323 – scolaire – travaux		200 363.96 €	
1328 - autres sub non amortissables - Halte-garderie	73 501.00 €		60 614.00 €
13461 - DETR	- €		23 079.31 €
<b>Opérations individualisées</b>	<b>1 386 559.15 €</b>	<b>465 852.84 €</b>	<b>824 874.20 €</b>
2022001 - Friche Nexans	123 421.00 €		103 564.32 €
2023002 - Multi accueil	221 582.00 €	46 089.89 €	85 120.50 €
2023003 - MEF	99 000.00 €		111 800.00 €
2023004 - MSP SINCENY tranche 2	942 556.15 €	419 762.95 €	524 389.38 €
<b>Chapitre 16 - Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>1 890.00 €</b>
165 - dépôts et cautions	0.00 €		1 890.00 €
<b>Chapitre 204 - Sub d'équipement</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>50 000.00 €</b>
20422 - Subvention privées bâtiment et installations			50 000.00 €
<b>Chapitre 21 - immobilisations corporelles</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>100.00 €</b>
2111 - terrains nus	0.00 €		100.00 €
<b>Chapitre 23 - Immobilisations en cours</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>80 000.00 €</b>
238 - Avances sur commande d'immobilisations	0.00 €		80 000.00 €
<b>Chapitre 27 - Autres immobilisations financières</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>106 928.75 €</b>
2745 - Avances remboursables			50 000.00 €
2764 - Créances sur des particuliers	0.00 €		56 928.75 €

<b>Total des recettes d'investissement</b>	<b>15 978 279.42 €</b>	<b>699 816.80 €</b>	<b>10 558 431.06 €</b>
--	------------------------	---------------------	------------------------

<b>DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>Budget 2025</b>	<b>RAR 2025</b>	<b>CFU 2025</b>
<b>Chapitre 040 - Opérations d'ordre de section à section</b>	<b>768 598.52 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>648 592.37 €</b>
198 - neutralisation des immobilisations	565 000.00 €		474 414.72 €
1391, - Subventions d'équipement transférables - Etat	103 598.52 €		143 810.52 €
2313 - travaux en régie	100 000.00 €		4 747.09 €
2317 – Travaux sur biens mis à disposition			25 620.04 €

<b>Chapitre 041 - Opérations patrimoniales</b>	<b>2 300 167.20 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>2 198 289.58 €</b>
238 - régularisation ZES Pays Chaunois	500 000.00 €		
21328 - construction autres bâtiments privés			4 178.52 €
21538 - Autres réseaux			23 833.56 €
2031 - frais d'études			194 543.39 €
1326 - subventions autres établissement public			50 000.00 €
2313 - gestion des avances	0.00 €		125 566.91 €
2745 - Avances remboursables	1 800 167.20 €		1 800 167.20 €

<b>Chapitre 16 - Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>1 948 000.00 €</b>	<b>- €</b>	<b>1 947 265.32 €</b>
1641 - capital des emprunts	1 946 000.00 €		1 945 275.32 €
165 - Cautions	2 000.00 €		1 990.00 €

<b>Chapitre 20 - immob incorporelles</b>	<b>257 840.46 €</b>	<b>159 688.50 €</b>	<b>66 925.50 €</b>
2031 - Etude (PCAET)	6 450.00 €	6 450.00 €	
2031 - scolaire		44 312.40 €	10 080.00 €
2031 - Etude pluvial, eau assainissement	42 056.20 €	38 604.00 €	30 781.50 €
2031 - MSP St Gobain - raccordement assainissement	5 025.86 €	582.00 €	
2031 - Etude environnement	36 000.00 €		
2031 - Etudes bâtiments	10 200.00 €		
2031 - Etude chantier insertion	7 380.00 €		7 380.00 €
2051 – scolaire	1 000.00 €		
2051 - SIRAP (urbanisme)	3 406.00 €	1 782.00 €	
2051 - Logiciel RH	2 430.00 €	2 430.00 €	2 904.00 €
2051 - logiciel environnement	41 400.00 €		

2051 - logiciel finances	21 492.40 €		
2051 - changement du serveur	15 000.00 €		15 780.00 €
2051 - gens du voyage		65 528.10 €	
2088 - Autres immobilisations incorporelles - PCAET	66 000.00 €		

<b>Chapitre 204 - Sub d'équipement</b>	<b>4 265 241.86 €</b>	<b>1 695 120.50 €</b>	<b>683 136.99 €</b>
2041412 - fonds de concours Structurant - RAR 2019 (7101)	129 004.79 €	29 004.79 €	- €
2041412 - Fonds de concours nominatif (7102)	233 636.50 €	102 409.50 €	73 099.00 €
2041412 - fonds de concours Structurant 2021-2026 (7103)	1 067 800.00 €	703 599.00 €	162 500.00 €
2041412 - fonds de concours habitat (7104)	244 810.00 €	73 484.00 €	20 000.00 €
2041412 - fonds de concours projets communaux (7105)	435 920.77 €	250 574.77 €	80 488.00 €
20421 - Sub d'équipement Bien mobiliers (économie) (1192)	109 892.63 €	5 375.00 €	3 000.00 €
20421 - Sub d'équipement Bien mobiliers (économie) (1191)	8 375.00 €	79 177.32 €	57 377.05 €
20422 - Sub équipement SCIC - Tiers lieu	- €		
20422 - Sub d'équipement Aide immobilier (1190)	1 354 902.56 €	414 793.62 €	232 309.94 €
20422 - Sub équipement Aides matériel (1191)	110 000.00 €	16 740.00 €	
20422 - Sub équipement Aides travaux (1192)	158 909.61 €	19 962.50 €	23 563.00 €
20422 - Sub d'équipement Bâtiments (ORFO)	16 000.00 €		800.00 €
20422 - Sub d'équipement (PIG) 6101			30 000.00 €
20422 - Sub d'équipement (PLH) et acquis améliorés 6102	270 000.00 €		
20422 - Sub d'équipement Bâtiments (OPAH)	125 990.00 €		

<b>Chapitre 21 - immobilisations corporelles</b>	<b>178 427.61 €</b>	<b>42 466.81 €</b>	<b>133 730.04 €</b>
21318 – Autres bâtiments publics	0.00 €		5 544.00 €
2158 - autres installations (souffleur ST)	0.00 €		4 164.47 €
21828 - Autres matériels de transport (st)	24 000.00 €	42 466.81 €	
21828 - Autres matériels de transport	71 000.00 €		36 282.40 €
21831 - Matériel informatique scolaire	0.00 €		
21831 - Matériel informatique agglo	0.00 €		
21831 - Matériel informatique EPN	0.00 €		
21838 - autre matériel informatique	35 000.00 €		42 507.53 €
21841 - mobilier écoles	764.46 €		20 464.74 €

21841 - mobilier multi accueil	0.00 €		
21848 - MFS LA FERRE ET CHAUNY	2 200.00 €		1 041.05 €
21848 - Mobilier	20 011.01 €		3 299.83 €
2188 - Matériel multi accueil (snoezelen)	7 800.00 €		8 125.62 €
2188 - Matériel RAM	7 452.14 €		7 357.46 €
2188 - Système DATI			2 760.00 €
2188 - scolaire	0.00 €		2 182.94 €
2188 - Acquisition de matériel divers	10 200.00 €		

<b>Chapitre 23 - immobilisations en cours</b>	<b>3 903 108.62 €</b>	<b>335 664.46 €</b>	<b>1 059 469.86 €</b>
2312 - Agts et aménagements terrains (Pluvial)	20 681.74 €	5 003.74 €	
2313 - Trx divers (0010) objets connectés aggro	102 000.00 €	6 604.36 €	
2313 - installation vidéo surveillance siège	11 038.80 €	5 066.40 €	8 363.65 €
2313 - multi accueil (Trx réseau gaz Ent. Missenard)			5 645.58 €
2313 - Trx refuge animaux			3 684.00 €
2313 - Rénovation des garages	43 196.67 €		
2313 - Trx MEF hors opération	34 170.00 €	1 080.00 €	1 767.42 €
2315 - Pluvial	3 083 205.14 €	148 184.93 €	675 476.13 €
2317 - Travaux scolaires	498 098.27 €	95 897.03 €	354 236.22 €
2317 - MFS LA FERRE	30 000.00 €		- €
2317 - Pluvial	80 718.00 €	73 828.00 €	10 296.86 €

<b>Opérations individualisées</b>	<b>2 111 339.01 €</b>	<b>36 047.96 €</b>	<b>2 026 698.62 €</b>
2020001 - MSP St Gobain	102 580.00 €		100 000.00 €
2022001 - Friche Nexans	15 660.00 €		10 740.00 €
2022002 - Refuge pour animaux	22 998.25 €	1 422.00 €	21 576.25 €
2023002 - Multi accueil	135 277.75 €		132 501.13 €
2023003 - MEF	248 592.42 €		248 591.61 €
2023004 - MSP SINCENY tranche 2	1 586 230.59 €	34 625.96 €	1 513 289.63 €

<b>Chapitre 27 - Autres immobilisations financières</b>	<b>250 000.00 €</b>	<b>30 000.00 €</b>	<b>150 000.00 €</b>
2745 - Avances remboursables	250 000.00 €	30 000.00 €	50 000.00 €
275 - Dépôts et cautionnements versés	0.00 €		100 000.00 €

<b>Total des dépenses d'investissement</b>	<b>15 978 279.42 €</b>	<b>2 298 988.23 €</b>	<b>8 914 108.28 €</b>
--	------------------------	-----------------------	-----------------------

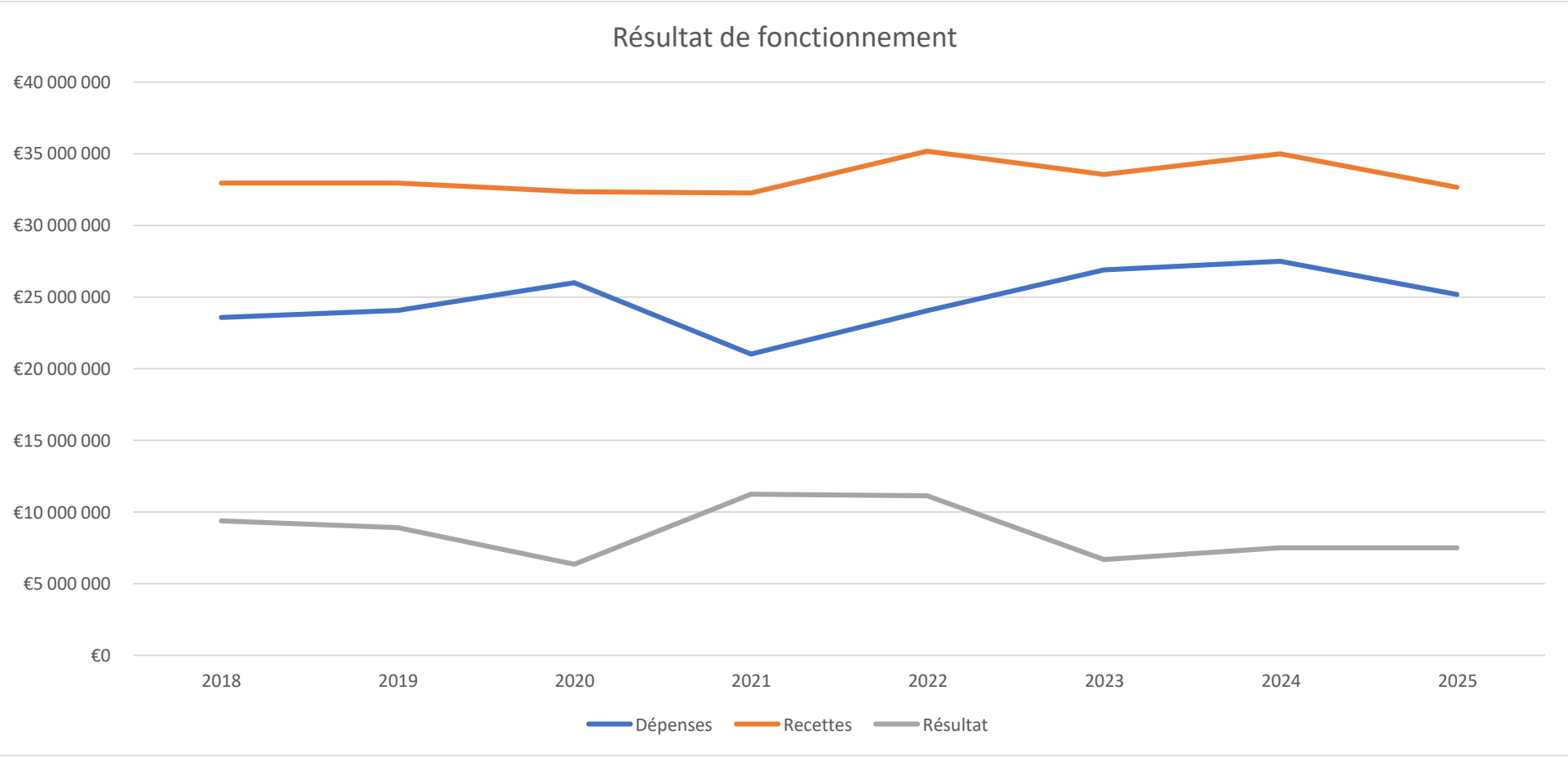
Le résultat d'investissement 2025 s'établit comme suit :

Dépenses d'investissement	- 8 914 108,28 €
Recettes d'investissement	+ 10 558 431,06 €
Résultat 2025 avant restes à réaliser	+ 1 644 322,78 €
Solde des restes à réaliser 2025	- 1 599 171,43 €
Résultat net 2025 d'investissement	+ 45 151,35 €

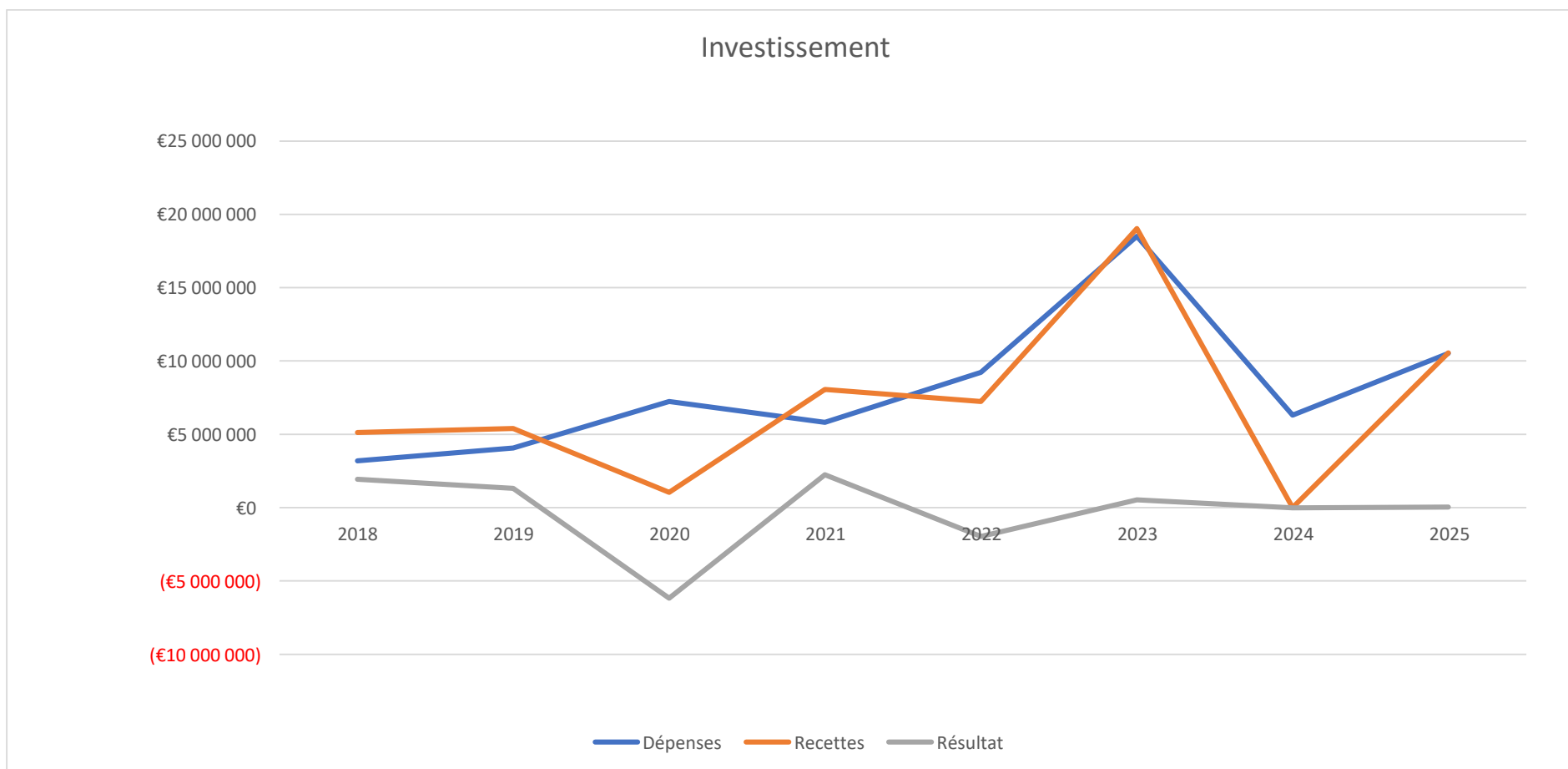
L'année 2025 a permis de la réalisation de 7 172 404,76 € d'investissement (hors fonds de concours, subventions d'investissement, et remboursement du capital de la dette).

### Evolution des charges et des ressources de fonctionnement du budget principal

Fonctionnement	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Dépenses	23 573 609 €	24 060 906 €	26 001 884 €	21 021 430 €	24 036 556 €	26 887 576 €	27 489 651 €	25 165 815,76 €
Recettes	32 951 310 €	32 964 000 €	32 354 168 €	32 265 727 €	35 172 268 €	33 559 075 €	34 990 256 €	32 667 442,32 €
Résultat	9 377 701 €	8 903 094 €	6 352 284 €	11 244 297 €	11 135 712 €	6 671 499 €	7 500 605 €	7 501 626,56 €



Investissement	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Dépenses	3 199 035 €	4 076 823 €	7 240 356 €	5 825 821 €	9 216 983 €	18 501 956 €	6 306 092 €	10 513 280 €
Recettes	5 136 693 €	5 396 205 €	1 057 564 €	8 067 808 €	7 237 816 €	19 041 897 €	7 199 873 €	10 558 431 €
Résultat	1 937 658 €	1 319 382 €	-6 182 792 €	2 241 987 €	-1 979 167 €	539 941 €	893 811 €	45 151 €



### D. Montant du budget principal et des budgets annexes consolidés,

	2025				Pour mémoire 2024
Budget principal	Dépenses	Recettes	RAR 2025	Résultat	
Fonctionnement	25 165 815.76 €	32 667 442.32 €		7 501 626.56 €	8 500 604.35 €
Investissement	8 914 108.28 €	10 558 431.06 €	-1 599 171.43 €	45 151.35 €	-2 881 849.99 €
	34 079 924.04 €	43 225 873.38 €		7 546 777.91 €	5 618 754.36 €

	2025				Pour mémoire 2024
ZAC TERRAGES	Dépenses	Recettes	RAR 2025	Résultat	
Fonctionnement	215 891.91 €	215 891.91 €		0.00 €	0.00 €
Investissement	24 477.73 €	2 128 408.58 €	-19 659.55 €	2 084 271.30 €	1 927 804.58 €
	240 369.64 €	2 344 300.49 €		2 084 271.30 €	1 927 804.58 €

Montant du virement d'équilibre : 214 358.90 € (235 581,66 € en 2024)

	2025				Pour mémoire 2024
BAT ECO	Dépenses	Recettes	RAR 2025	Résultat	
Fonctionnement	739 051.76 €	1 006 324.68 €		267 272.92 €	710 674.74 €
Investissement	534 106.73 €	1 308 680.61 €	-116 465.95 €	658 107.93 €	-710 674.74 €
	1 273 158.49 €	2 315 005.29 €		925 380.85 €	0.00 €

Montant du virement d'équilibre : 0 € (0 € en 2024)

	2025				Pour mémoire 2024
Transports	Dépenses	Recettes	RAR 2025	Résultat	
Fonctionnement	4 563 301.36 €	5 132 685.03 €		569 383.67 €	694 167.85 €
Investissement	1 996 782.13 €	1 943 831.16 €	-12 056.00 €	-65 006.97 €	-694 167.85 €
	6 560 083.49 €	7 076 516.19 €		504 376.70 €	

Montant du virement d'équilibre : 0 € (0 € en 2024)

	2025	Pour mémoire 2024
--	------	-------------------

Déchets	Dépenses	Recettes	RAR 2025	Résultat	
Fonctionnement	8 769 880.47 €	8 769 880.47 €		0.00 €	0.00 €
Investissement	981 418.22 €	1 681 076.45 €	-98 283.12 €	601 375.11 €	831 869.13 €
	9 751 298.69 €	10 450 956.92 €		601 375.11 €	

Montant du virement d'équilibre : 2 171 158,49 € (2 123 265,69 € en 2024)

	2025				Pour mémoire 2024
SAM	Dépenses	Recettes	RAR 2025	Résultat	
Fonctionnement	1 414 948.71 €	1 414 948.71 €		0.00 €	0.00 €
Investissement	8 141.19 €	172 367.08 €		164 225.89 €	149 848.99 €
	1 423 089.90 €	1 587 315.79 €		164 225.89 €	

Montant du virement d'équilibre : 89 354,43 € ( 245 147,67 € en 2024)

	2025				Pour mémoire 2024
Eau en régie	Dépenses	Recettes	RAR 2025	Résultat	
Fonctionnement	634 731.98 €	1 307 728.08 €		672 996.10 €	1 169 431.34 €
Investissement	769 683.71 €	1 309 186.97 €	-174 595.27 €	364 907.99 €	-286 700.28 €
	1 404 415.69 €	2 616 915.05 €		1 037 904.09 €	882 731.06 €

Montant du virement d'équilibre : 0 € (66 230 € en 2024)

	2025				Pour mémoire 2024
Assai collectif	Dépenses	Recettes	RAR 2025	Résultat	
Fonctionnement	1 426 629.46 €	4 398 360.64 €		2 971 731.18 €	1 846 579.04 €
Investissement	4 939 981.17 €	3 878 442.86 €	-153 087.16 €	-1 214 625.47 €	-1 846 579.04 €
	6 366 610.63 €	8 276 803.50 €		1 757 105.71 €	0.00 €

Montant du virement d'équilibre : 0 € (1 277 838,44 € en 2024)

	2025				Pour mémoire 2024
SPANC	Dépenses	Recettes	RAR 2025	Résultat	
Fonctionnement	12 000.00 €	22 700.00 €	0.00 €	10 700.00 €	0.00 €
Investissement	0.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €

12 000.00 €	22 700.00 €	10 700.00 €	0.00 €
-------------	-------------	-------------	--------

Montant du virement d'équilibre : 11 834.08 € (4 803,77 € en 2024)

ZES	2025				Pour mémoire 2024
	Dépenses	Recettes	RAR 2025	Résultat	
Fonctionnement	855 738.59 €	926 775.09 €		71 036.50 €	0.00 €
Investissement	319 091.85 €	264 483.70 €	-16 428.35 €	-71 036.50 €	0.00 €
	1 174 830.44 €	1 191 258.79 €		0.00 €	0.00 €

Montant du virement d'équilibre : 871 359,15 € en 2025 (293 124,25 € en 2024)

### E. Crédits d'investissements et le cas échéant de fonctionnement pluriannuel,

Aucun crédit d'investissement ou de fonctionnement pluriannuels pour le budget principal

### F. Niveau de l'épargne brute (ou CAF) et niveau de l'épargne nette,

Exercice 2025											
	Budget principal	BA Zac Ter-rages	BA bâtiments économiques	BA déchets	BA transports	BA aides ménagères	BA eau en régie	BA assainissement	BA SPANC	BA ZES	Consolidation
Epargne de gestion	5 383 225 €	185 994 €	407 882 €	1 025 655 €	1 035 755 €	20 715 €	307 853 €	5 368 314 €		272 155 €	14 007 548 €
Epargne brute	4 948 796 €	185 994 €	360 752 €	1 006 048 €	-857 601 €	20 715 €	287 170 €	4 061 627 €		244 290 €	10 257 791 €
Epargne nette	3 003 521 €	185 994 €	228 418 €	826 048 €	- 6 942 340 €	20 715 €	230 588 €	667 041 €		-20 186 €	- 1 800 201 €
<b>Taux d'Epargne brute</b>	18.08%	86.40%	42.60%	11.08%	-16.82%	1.43%	27.09%	72.08%		27.58%	29.95%

Exercice 2024											
	Budget principal	BA Zac Terrages	BA bâtiments économiques	BA déchets	BA transports	BA aides ménagères	BA eau en régie	BA assainissement	BA SPANC	BA ZES	Consolidation
Epargne de gestion	5 510 042	185 927	418 980	403 059	988 286	24 483	105 664	5 271 141	0	339 329	13 246 911 €
Epargne brute	5 374 703	185 927	364 883	400 627	934 953	24 483	83 068	3 861 356	0	300 676	11 530 676 €
Epargne nette	4 110 316	185 927	235 044	220 627	801 619	24 483	20 066	508 373	0	50 308	6 156 763 €
<b>Taux d'Epargne brute</b>	19,10%	78,55 %	48,85 %	4,82%	18,31%	1,61 %	3,26%	70,3199%	0,00%	71,45%	<b>31,63 %</b>

### G. Niveau d'endettement de la collectivité,

La structure de la dette de l'agglomération au 31/12/2025 est la suivante :

Capital restant dû (CRD)	Taux moyen (ExEx,Annuel)	Durée de vie résiduelle	Durée de vie moyenne	Nombre de lignes
49 149 486.79 €	3,51 %	12 ans et 1 mois	6 ans et 7 mois	91

Dette par type de risque (avec dérivés et tous budgets confondus)

Type	Capital Restant Dû	% d'exposition	Taux moyen (ExEx,Annuel)
Fixe	39 206 446.68 €	79,77 %	3,69 %
Variable	3 730 463.47 €	7,59 %	2,76 %
Livret A	5 954 068.47 €	12,11 %	2,73 %
Barrière hors zone EUR	258 508.17 €	0,53 %	4,01 %
<b>Ensemble des risques</b>	<b>49 149 486.79 €</b>	<b>100,00 %</b>	<b>3,51 %</b>

## Dette par prêteur

Prêteur	Capital Restant Dû	% du CRD	Disponible (Revolving)
CAISSE D'EPARGNE	16 656 181.86 €	33,89 %	
SFIL CAFFIL	8 294 676.41 €	16,88 %	
CREDIT FONCIER DE FRANCE	8 141 741.44 €	16,57 %	
CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	6 093 641.43 €	12,40 %	
CREDIT AGRICOLE	2 673 226.90 €	5,44 %	
BANQUE POSTALE	2 652 770.14 €	5,40 %	
CREDIT MUTUEL	2 100 000.00 €	4,27 %	
Agence de l'eau Seine Normandie	1 923 177.36 €	3,91 %	
SOCIETE GENERALE	614 071.25 €	1,25 %	
<b>Ensemble des prêteurs</b>	<b>49 149 486.79 €</b>	<b>100,00 %</b>	<b>-</b>

## Dette par année (tous budgets confondus)

	2025	2026	2027	2028	2029	2034
Encours moyen	50 132 790 €	46 077 339 €	40 450 765 €	35 080 025 €	29 989 079 €	14 789 185 €
Capital payé sur la période	6 084 739 €	5 741 158 €	5 648 527 €	5 200 279 €	5 034 312 €	2 067 693 €
Intérêts payés sur la période	1 899 073 €	* 1 687 108 €	* 1 472 665 €	* 1 299 648 €	* 1 105 598 €	* 540 204 €
Taux moyen sur la période	3,53 %	3,41 %	3,43 %	3,48 %	3,42 %	3,58 %

### H. Capacité de désendettement,

Encours de la dette au 31/12/2025 : 10 540 607 €

Epargne brute 2025 du budget principal : 4 948 796 €

Capacité de désendettement : 2,13 années, ce seuil est très inférieur au seuil des 12 années préconisé.

## I. Niveau des taux d'imposition,

	2021	2022	2023	2024	2025
<b>Taux de CFE (ex TP)</b>	24,87 %	24,87 %	24,87 %	24,87 %	24,87 %
<b>Taux taxe d'habitation</b>	9,41 %	9,41 %	9,41 %	9,41 %	9,41 %
<b>Taux taxe d'Habitation sur les Résidences Secondaires</b>	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %
<b>Taux taxe foncière sur le bâti</b>	2,38 %	2,38 %	2,38 %	2,38 %	2,38 %
<b>Taux taxe foncière sur le non bâti</b>	8,44 %	8,44 %	8,44 %	8,44 %	8,44 %
<b>Taxe d'enlèvement des ordures ménagères</b>	7,36 %	8,70 %	8,70 %	8,70 %	8,70 %

## J. Principaux ratios,

Ratios du budget principal	2025
	CA CTLF
Dépenses réelles de fonctionnement / population	403,01 €
Produit des impositions directes / population	340,87 €
Recettes réelles de fonctionnement / population	493,10 €
Dépenses d'équipement brut / population	100,44 €
Encours de la dette / population	195,42 €
Dotation globale de fonctionnement / population	69,16 €
Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement	21,48 %
Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement	88,84 %
Epargne Brute / Recettes réelles de fonctionnement	18,27 %
Annuité de la dette / population	45,19%
Encours de la dette / Epargne brute	2.17

## K. Effectifs de la collectivité et charges de personnel.

Evolution des effectifs de 2017 à 2025 du budget principal :

	Effectifs
2017 hors SAM	103,19 ETP
2018 hors SAM et ALSH au 31/12/2018	92.35 ETP
2019 hors SAM et ALSH au 31/12/2019	100.66 ETP
2020 hors SAM et ALSH au 31/12/2020	121.5 ETP
2021 hors SAM et ALSH au 31/12/2021	121.11 ETP
2022 hors SAM et ALSH au 31/12/2022	121.72 ETP
2023 hors SAM et ALSH au 31/12/2023	117.33 ETP
2024 avec SAM et ALSH au 31/12/2024	124.85 ETP
2025 hors SAM et ALSH au 31/12/2025	117.90 ETP
2026	

**Effectif théorique de l'agglomération 2025 : 117,90 ETP**

Bilan des mouvements des effectifs permanents en cours d'année 2025		
Recrutement par mutation :	2	BACCI Barbara, DELAVENNE Anaïs.
Mise en stage :	8	BONTEMPS Sandrine, SOLONDRAY Rébecca, DELANCHY Ophélie, MAILLARD Anaëlle, HETUIN Fanny, ARNOLD Benjamin, (DOUCHEZ Justine), Marie-Pierre DENTREBECQ
Départ par mutation :	2	KLEINCLAUS Sébastien, THEODORE Romain
Démission :	3	BRIOUL Chloé, COPERET André, Marie-Pierre DENTREBECQ
Agents radiés des cadres :	4	BERGER Sophie (retraite), LAFAUX Florence, LEROY Christine (retraite), SOBOLEWSKI Ser-gine

## Evolutions 2017 – 2026 du budget principal

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
<b>Titulaires</b>	67 agents	65 agents	70 agents	94 agents	94 agents	96 agents	99 agents	98 agents	97 agents	99 agents
<b>Stagiaires</b>	3 agents	7 agents	14 agents	7 agents	3 agents	6 agents	4 agents	3 agents	16 agents	7 agents
<b>Non titulaires</b>	103 agents	97 agents	14 agents	11 agents 1 CDI 10 CDD**	19 agents 3 CDI 16 CDD	16 agents 3 CDI 13 CDD	14 agents 2 CDI 12 CDD	17 agents 4 CDI 13 CDD	38 agents 17 CDI 21 CDD	16 agents 2 CDI 14 CDD

<b>Emplois aidés</b> <i>Dont CDDI</i>	41 agents 30 agents	31 agents 24 agents	24 agents 24 agents	24 agents 24 agents	25 agents 24 CDDI 1 adulte-relais	23 agents 22 CDDI 1 adulte-relais	23 agents 19 CDDI 1 ARMS 3 PEC	17 agents 15 CDDI 1 ARMS 1 PEC	15 agents 15 CDDI	13 agents CDDI
<b>Etudiants rémunérés</b>				1 apprenti 1 stage rémunéré				1 apprenti	1 apprenti	1 apprenti

### Evolution des effectifs de 2017 à 2025 du SAAD :

	Effectifs
2017	
2018	
2019	
2020	15,20 ETP
2021	18,03 ETP
2022	19,17 ETP
2023	18,60 ETP
2024	18,40 ETP
2025	20,23 ETP

### Effectif théorique du SAAD en 2025 : 20,25 ETP

Bilan des mouvements des effectifs permanents en cours d'année 2025		
Recrutement par mutation :		
Mise en stage :	10	Mmes BOUDINOT, COLLET, FRATBOURG, GAFFET, GHARBI, GILLION, HOE, LAURENT, SCHARFENORTH, SERBOUCH
Départ par mutation :		
Démission :		
Agents radiés des cadres :	2	Mme MOUTON (licenciement pour inaptitude), Mme PIERRET (retraite)

### Evolution 2019 – 2026 du SAAD

2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
------	------	------	------	------	------	------	------

<b>Titulaires</b>	3	3	5	5	4	3	4	14
<b>Stagiaires</b>	0	2	0	0	0	1	10	0
<b>Non titulaires</b>	51	47	43	42	41	40	27	28
<b>Emplois aidés</b> <i>Dont CDDI</i>								
<b>Etudiants rémunérés</b>								